

« *Plus de rapidité et plus de fermeté* ». En déplacement au tribunal judiciaire d'Amiens et au centre pénitentiaire de Liancourt, Gérald Darmanin n'avait que ces mots à la bouche en oubliant l'une des missions les plus fondamentales du Ministère de la Justice dont il a maintenant la charge : la réinsertion.



En déplacement au tribunal judiciaire d'Amiens et au centre pénitentiaire de Liancourt, le nouveau garde des sceaux a martelé son discours de répression.

© Nasser Berzane / ABACA

Gérald Darmanin, tout fraîchement nommé ministre de la Justice, a multiplié les déplacements le jour de Noël avant de se rendre au JT de TF1 jeudi 26 décembre. Sur le plateau comme au tribunal judiciaire d'Amiens ou au centre pénitentiaire de Liancourt, le ton est donné : répression, répression, répression.

La grande absente des déclarations du nouveau garde des sceaux ? La réinsertion, et avec elle ceux qui en sont chargés : les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP).

Les syndicats en alerte

Ça l'a tout de suite alertée. « *À aucun moment il n'évoque l'accompagnement ou la réinsertion* », relève immédiatement Kelly Bianco, secrétaire nationale de la CGT Insertion probation (CGT IP) qui représente les SPIP chargés d'accompagner les personnes placées sous main de justice.

La nomination de Gérald Darmanin inquiète ces personnels aussi bien les magistrats. Lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, « *il avait une posture très critique vis-à-vis du ministère de la Justice* », rappelle Kelly Bianco. Une

référence à la [participation du ministre au rassemblement](#) du syndicat policier Alliance le 19 mai 2021 lors duquel le syndicaliste Fabien Vanhemelryck avait déclaré : « *le problème de la police, c'est la justice !* »

Au soutien de son discours répressif, Gérald Darmanin met en avant la lutte contre la récidive et la « *soif de justice des Français* ». Un discours qui interroge les syndicats sur le devenir « *des grands principes de réinsertion et d'individualisation* », s'inquiète Aurélie Doraphé, secrétaire nationale de la CGT IP.

La prison comme seule référence

Le garde des sceaux appelle à « *plus de rapidité, plus de fermeté* ». Se déclarant « *très sensible* » à l'exécution des courtes peines, Gérald Darmanin a annoncé vouloir faire construire des « *prisons à taille humaine* » sur tout le territoire national pour les faire exécuter. Un discours qui « *entretient l'idée qu'une justice est bonne à partir du moment où elle juge vite et sévèrement alors qu'au contraire, elle apporte le risque d'un recours automatique à l'enfermement* », ajoute Jean-Claude Mas directeur de la section française de l'Observatoire international des prisons (OIP).

Sur le même thème



[Prisons : les détenus sont tous « surexposés » aux risques climatiques](#)